

Islamisme : Macron appelle à «regarder lucidement les liens qui existent» entre immigration clandestine et terrorisme

Dénonçant le «dévoiement du droit d'asile» dans de nombreux pays européens, le président a renouvelé son appel à une refonte profonde et rapide de l'espace Schengen.

Par Arthur Berdah

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 1 heure

Il ne veut plus perdre de temps face à l'urgence de la situation. Alors que Paris, Nice, et Vienne ont toutes trois été touchées par une vague d'attentats islamistes ces dernières semaines, Emmanuel Macron a convié le chancelier autrichien, Sebastian Kurtz, pour un déjeuner de travail à l'Élysée ce mardi. Les deux hommes se sont ensuite entretenus en visioconférence avec leurs homologues Angela Merkel (Allemagne) et Mark Rutte (Pays-Bas), ainsi qu'avec le président du Conseil européen, Charles Michel, et la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen.

À l'issue de ce «mini-sommet européen», le président de la République a convoqué une conférence de presse pour rendre compte des premières discussions. *«Il ne faut en rien confondre la lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme, mais il nous faut regarder lucidement les liens qui existent entre ces deux phénomènes»*, a tranché le chef de l'État, reprenant ses propos tenus au *Figaro* la semaine dernière. Il a ensuite

rappelé que l'attaque commise dans les Alpes-Maritimes, par un migrant tunisien arrivé via Lampedusa, en était «*malheureusement (...) l'illustration*».

«Renforcer la sécurité des frontières extérieures de l'Union européenne»

«Nous devons travailler à une refonte de l'espace Schengen (...) pour qu'il soit aussi un espace de sécurité», a-t-il ensuite ajouté, estimant que ce projet était «*essentiel*». Car même si «*l'espace de libre circulation qu'est Schengen est l'un des principaux acquis de la construction européenne*», sa raison d'être «*reposait en contrepartie de la promesse de libre circulation sans frontières intérieures, sur une promesse de protection et de sécurisation de nos frontières extérieures*». Or «*cette seconde promesse n'a pas été suffisamment tenue*», a reconnu Emmanuel Macron.

Résultat, pour «*renforcer la sécurité des frontières extérieures de l'Union européenne*», le président de la République espère non seulement réussir à «*nettement améliorer les mécanismes d'évaluation du fonctionnement de Schengen - y compris en sanctionnant ceux qui ne respectent pas leurs obligations*», mais aussi «*renouveler la gouvernance de cet espace, qui ne fait pas aujourd'hui l'objet d'un suivi politique régulier englobant l'ensemble des politiques concernées - qu'il s'agisse des frontières, d'asile-migration, de sécurité intérieure*».

Des propositions «dans les prochains jours» pour «pouvoir avancer» rapidement

«Dans tous nos pays, nous assistons à un dévoiement du droit d'asile», qui est utilisé «*par des trafiquants*», des «*réseaux*» ou des personnes «*venant de pays qui ne sont pas en guerre*», a par ailleurs estimé Emmanuel Macron. C'est pour toutes ces raisons qu'il a dit souhaiter la création

d'«*un véritable Conseil de sécurité intérieur*», sorte de Conseil commun des ministres de l'Intérieur, inspiré de ce qui existe déjà pour entre leurs collègues de l'Économie et des Finances. Si elle voit le jour, cette instance devra permettre de fluidifier et mieux coordonner leurs actions des Vingt-Sept.

Estimant enfin que «*réformer Schengen, c'est permettre la liberté en sécurité* », le président de la République s'est dit déterminé à «*partager*» son ambition «*avec l'ensemble de (ses) collègues*» européens dans les prochains jours, «*pour pouvoir avancer*» rapidement «*en la matière*». «*Les opinions publiques des États confrontés à la menace terroriste ne pourront longtemps accepter le maintien de nos frontières ouvertes si nous ne réformons pas en profondeur l'espace Schengen*», a-t-il conclu. Preuve qu'il n'y a plus de temps à perdre sur cette question.

À VOIR AUSSI – Lutte européenne contre le terrorisme: Macron soutient «fermement» la nouvelle directive DSA de la Commission européenne